

D 842 COLOMBIE: AVERTISSEMENT DES MILITAIRES

Par la voix du général Landazábal, ministre de la défense nationale, les militaires viennent, en janvier dernier, de lancer un sérieux avertissement au gouvernement. Celui-ci est pressé de ne pas faiblir dans la lutte anti-guérilla. En effet, après l'élection du président Betancur, le 30 mars 1982, l'état de siège a été levé le 20 juin suivant; et après son accession au pouvoir le 7 août, le gouvernement a voté la loi d'amnistie le 16 novembre.

La tentative de pacification politique visait surtout les mouvements de guérilla du M-19 ("Mouvement du 19 avril") et du FARC ("Forces armées révolutionnaires de Colombie") (cf. DIAL D 724). Mais l'année 1982 avait vu naître parallèlement un groupe d'extrême-droite, le MAS ("Muerte a los Sequestradores"), considéré généralement comme lié aux milieux militaires ultras.

La double annonce gouvernementale de mesures de clémence envers les guérilleros et d'ouverture d'enquêtes sur les agissements du MAS, a fait réagir les milieux militaires. On en trouvera une illustration dans l'éditorial ci-dessous, intitulé "Le trafic de la violence", signé du général Landazábal et paru à la mi-janvier 83 dans une publication de l'armée.

Note DIAL

LE TRAFIC DE LA VIOLENCE

(Intertitres de DIAL)

Le grand commerce de la violence - qui le croirait? - est devenu le grand obstacle à la paix. C'est ce qui ressort pour le moins des circonstances actuelles aux yeux de l'observateur ordinaire de l'événement, devenu routinier, de la violence.

(Amnistie et délinquance)

Tel est l'engrenage qui fonctionne à un rythme lent ou accéléré, mais constant, et que mettent en oeuvre un certain nombre de fractions, affublées jusqu'hier du nom de guérilla. Suite à la loi d'amnistie, à l'ouverture politique proposée par le gouvernement, ainsi qu'aux garanties offertes par l'autorité afin de permettre à tout citoyen d'exercer librement et spontanément ses droits politiques, tous ceux qui ne sont pas entrés dans cette perspective apparaissent désormais au grand jour comme membres d'associations de malfaiteurs pratiquant l'extorsion de fonds, la séquestration d'individus pour en obtenir des rançons de millions de pesos ou de dollars. Ils n'acceptent pas de retourner à la vie normale dans laquelle ils devraient, comme hommes de bien, travailler pour gagner honnêtement leur vie.

L'amnistie a eu pour mérite d'afficher la comédie au grand jour. Les trafiquants du crime se sont vu ôter le masque politique qu'ils avaient mis pour agir et profiter de ce commerce fatal. Le champ est devenu libre pour l'action de l'autorité légitime; celle-ci devra maintenant recevoir le soutien ouvert et décidé des gens de bien dans son combat contre les malfaiteurs. Les fractions politiques qui les protègent, les patronnent et les soutiennent, devront nécessairement les expulser de leur sein, faute de quoi elles cesseraient d'être des partis ou des groupes politiques, pour devenir des organisations de défense de criminels clandestins. Les marches de la paix n'ont plus à se diriger vers les bureaux du Palais de Narifo, mais bien plutôt vers les sièges des comités centraux des différents groupes extrémistes qui ne veulent pas renoncer aux dividendes juteux que rapporte le commerce de la violence.

Cette industrie funeste, dans laquelle sont violés tous les droits, compte pour son expansion sur des entreprises annexes qui la lancent sur le marché par la propagande, et qui en reçoivent le bénéfice non dissimulé d'un haut rendement. Certaines entreprises publicitaires, sans prestige et sans argument pour subsister, ont rivalisé avec leurs congénères pour leur disputer "le morceau" et le côté feuilleton de tel ou tel groupe: ses maîtres sont présentés sur le mode chevaleresque des mousquetaires qui appuient leur arme sur le front d'une victime sans défense et humiliée, dans le cul-de-basse-fosse d'une dite prison du peuple. Car un tel groupe n'a évidemment pas à répondre des droits de l'homme, puisque de son propre sein monte l'élan d'absolution qu'attribuent ses défenseurs publics au plus atroce des crimes contemporains.

(Les autres formes de violence)

Et le trafic de drogue et de stupéfiants qui a permis aux groupes armés de remplir encore plus facilement leurs coffres? La paix doit-elle apporter à ces gens là le bénéfice d'un ramassage facile d'argent et de sommes fabuleuses résultant des vastes plantations qu'ils contrôlent, avec la collaboration de personnes ne s'intéressant qu'au rapport du trafic de drogue? Et que dire des profits résultant du commerce des armes à destination de ceux qui se trouvent en position de force pour intimider leurs victimes? Et le trafic d'influences pour faciliter la vie de certains acolytes de l'injustice, avec leur incroyable et criminelle disposition d'esprit à accorder le pardon là où la loi ne dispense pas de la responsabilité, et à exiger le témoignage impossible quand la clandestinité est de mise et la menace de mort une sentence dictée à l'encontre soit de délateur soit du témoin honnête et courageux?

Il existe d'autres éléments non moins importants dans l'organisation du trafic de la violence. C'est le cas de l'avocat anonyme qui, en mettant son nom dans les pages jaunes, se présente sous l'habillage du juriste pour accuser les défenseurs de la loi d'être les tortionnaires des ennemis de la société. C'est aussi le trafiquant de sympathie, qui cherche par tous les moyens à se concilier la bienveillance des méchants pour avoir la satisfaction de vivre en sécurité parmi les bons; pour cela il défend ce qui est indéfendable, il collabore clandestinement avec ce qui ne mérite pas l'aide et il vend ce qui est invendable; mais ce faisant il est satisfait d'être en sécurité car il l'a achetée sur la base de l'aveuglement et de l'ignorance quant à son propre avenir.

Au-delà d'un tel trafic sans scrupules, il y a le trafic du comportement de celui qui cherche, en fonction de sa conception de la politique, à faire

de l'art et de la beauté une adaptation sacrilège sous prétexte d'expression artistique de la vérité; il agit ainsi uniquement pour obtenir la consécration, car son oeuvre ne pourrait pas par elle-même la lui procurer si elle n'était pas le reflet d'un message politique falsifié, présenté comme étant le beau, l'agréable et l'admirable.

Le trafic de la violence occupe de la sorte tous les espaces possibles. Les masses subjuguées devront pourtant reconnaître leurs vrais défenseurs dont elles devront se rapprocher de façon décidée. Elles commenceront bientôt à apercevoir la lumière éclatante de la justice, quand les bandits, dépouillés de leur masque politique, grossiront les rangs de ceux qui doivent tôt ou tard payer pour leurs crimes.

De leur côté, les trafiquants de tous horizons sociaux continueront cependant à refuser le qualificatif d'"innocents utiles"; car ils savent ce qu'ils veulent, exigent de recevoir leurs dividendes et prétendent, dans ce scabreux trafic de la violence, conserver l'image de vrais défenseurs de la paix.

(Campagnes contre l'armée)

Avec la décrétation de l'amnistie, avec son élargissement à l'ensemble du territoire national et son application à la totalité des éléments qui ont pris les armes, il apparaît que les autorités chargées de lutter contre eux sur le plan stratégique et idéologique cherchent à dégager les responsabilités dans ce qui s'est produit au cours d'un combat sanglant contre la subversion dont les armes quotidiennes étaient la séquestration, l'assassinat et le crime. Ces autorités cherchent en effet, de façon malveillante, à ouvrir des enquêtes sur les institutions militaires de la nation. Les Forces armées ont, en accomplissement de leur devoir constitutionnel mais aussi avec la conscience claire de leurs droits et devoirs dans la défense de la société, couru tous les risques et fait tous les sacrifices au cours d'opérations répétées sur l'ensemble du territoire national: de la province de La Guajira à celle d'Amazonas, et de la ville de Puerto Carreño à celle de Tumaco, le pays a ainsi reçu, pour l'honneur des générations futures, la marque impérissable des tombes de soldats et de membres des forces de l'ordre dont les croix constituent, pour aujourd'hui et pour demain, le signe le plus authentique de la loyauté institutionnelle envers la République.

Ces morts, ces êtres passés à l'éternité dans l'accomplissement de leur devoir et laissant derrière eux la douleur dans des milliers de familles colombiennes; ces soldats, ces policiers qui ont donné leur vie pour la défense, l'honneur et la légitimité de nos institutions, de notre ordre social et de notre sens de la patrie: tous ceux-là sont aujourd'hui devenus les sentinelles éternelles de l'honneur de nos Forces armées.

Que personne ne cherche donc à les flétrir! Que personne ne se fasse le porte-parole du déshonneur, surtout à l'heure où nos héros ont courageusement œuvré pour la paix! Et cela, en vue de renforcer le prestige d'une révolution qui n'a fait qu'endeuiller les familles de Colombie, en cherchant à implanter un système qui ne tient pas compte des intérêts du peuple, mais seulement des ambitions sectaires de doctrines étrangères au tempérament de notre population.

(La nation en danger)

La Colombie doit prendre conscience du moment historique qu'elle traverse et de son importance comme jalon pour l'avenir. Les gens ne doivent pas être menés par l'ambition sectaire, en se laissant exploiter par des accusations de propagande susceptibles de se transformer en facteurs de discorde et de division au sein des institutions et du peuple. Si cela était, on peut facilement imaginer qu'il y aurait là les germes d'un nouveau conflit interne à la nation. En ce cas, sans aucun doute, la partie saine de la société, celle qui s'estime dignement représentée et défendue par les Forces armées, se trouverait dans l'obligation de se mettre de leur côté. Et celles-ci, face aux risques de déconsidération, pourraient se disposer à un affrontement aux proportions incalculables et aux conséquences imprévisibles, qui mènerait notre pays à connaître une nouvelle phase de violence. La paix y perdrait tout, et la patrie n'y gagnerait rien. Ce serait au contraire la porte ouverte à un conflit civil généralisé.

Que personne ne s'y trompe! En tant que militaires de Colombie, nous n'arborons pas les insignes de notre rang pour la défaite, mais bien pour la victoire.

Général Fernando Landazábal
ministre de la défense nationale

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441